

Les subsides

[Français]

Mme Vézina: Monsieur le Président, je veux seulement rappeler à l'honorable député que si elle avait été ici pendant les 20 minutes où j'ai expliqué la position du gouvernement, elle aurait maintenant la réponse.

M. le vice-président: L'honorable député de Lotbinière (M. Tremblay) a la parole pour poser une courte question.

M. Tremblay (Lotbinière): Monsieur le Président . . .

[Traduction]

Mme Copps: Je soulève la question de privilège, monsieur le Président. La ministre doit savoir que nous vivons à l'ère des télécommunications. J'étais ici à la Chambre et j'ai également suivi son intervention à la télévision dans le vestibule. Elle doit savoir qu'il y a des députés qui suivent les délibérations à la télévision dans le vestibule, et j'ai entendu tout son discours.

M. le vice-président: La présidence déclare qu'il n'y a pas là matière à soulever la question de privilège.

Mme Copps: Oui, il y a matière.

M. le vice-président: Il n'y a pas de question de privilège. En conséquence, la période des questions et des observations est maintenant terminée. Les 10 minutes sont écoulées.

Mme Copps: J'ai une objection, monsieur le Président. J'ai entendu il y a environ cinq minutes la présidence affirmer qu'un député n'avait pas le droit de parler de la présence ou de l'absence d'autres députés. Il me semble que c'est précisément ce qu'a fait la ministre.

M. le vice-président: La présidence a déclaré que la période réservée aux questions et observations était maintenant terminée. Nous allons donc reprendre le débat et j'invite la députée de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett) à prendre la parole.

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, on a signalé que le premier ministre (M. Mulroney), le ministre de la Défense nationale (M. Coates) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) sont absents. Cela prouve bien . . .

M. Bradley: Et il y a trois députés néo-démocrates.

Mme Jewett: . . . et je parle plus par dépit que par colère, que le gouvernement hésite véritablement à proposer aux Canadiens des idées neuves pour remédier au problème le plus grave qui assaille l'humanité.

Le discours que la ministre nous a lu à la Chambre ne portait pas véritablement sur la motion relative au gel des armements nucléaires sur laquelle les Nations Unies doivent se prononcer la semaine prochaine, si ce n'est sur un plan technique très restreint. Je me demande si les responsables du ministère des Affaires extérieures prennent vraiment cette question au sérieux lorsqu'ils coupent ainsi les cheveux en quatre. Ils refusent d'admettre le danger qui menace toute la planète. J'ai commencé à prendre quelques notes tandis que la ministre lisait son discours, mais je me suis arrêtée parce qu'encore une fois, cette question ne revêt aucun caractère d'urgence aux

yeux du gouvernement, et à peine plus pour l'opposition officielle. Selon eux, en somme, il n'y a pas eu d'échange ou de guerre nucléaire depuis 40 ans. N'ont-ils plus aucun sens de l'histoire? Quarante ans est une période très brève dans le cours de l'histoire. C'est pourquoi il ne suffit pas de nous féliciter à l'idée que durant ces 40 ans, nous avons réussi à éviter le danger nucléaire, mais il faut continuer à éviter l'affrontement nucléaire, fût-il de moindre ou de grandes proportions.

Au lieu de couper les cheveux en quatre au sujet de cette résolution, monsieur le Président, pourquoi tous les députés ne remontent-ils pas quelques années en arrière pour voir toutes les ruses meurtrières—et certains d'entre vous auront lu, je l'espère, le livre de Strobe Talbott intitulé *Deadly Gambits*—et pour comprendre que si l'opinion publique mondiale exige un gel nucléaire, c'est précisément parce qu'il faut bloquer la production, le déploiement et les essais des armes nucléaires si l'on veut restreindre les armements nucléaires. Comme le veut le dicton, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs.

● (1220)

Les députés des deux autres partis ne semblent pas se rendre compte, même si le public canadien le comprend parfaitement, que l'arsenal nucléaire de plus en plus complexe que mettent au point continuellement les deux superpuissances—les États-Unis donnant généralement l'exemple sauf dans un cas—rendent presque impossible tout gel nucléaire contrôlable.

Si nous nous sommes opposés à ce que le Canada soit complice du perfectionnement des missiles de croisière, c'est notamment parce que leur nombre et leur emplacement sont presque impossibles à contrôler. Tous les stratèges militaires nous disent depuis des années qu'une réduction des armements est impossible si l'on ne peut pas contrôler l'emplacement et le nombre des armes. Les gens semblent l'oublier. Toute la question du gel, que l'on semble oublier dans toute cette discussion de détails futiles, vise à empêcher la mise au point, des deux côtés, de nouvelles armes nucléaires incontrôlables. Si le nombre d'armes nucléaires non contrôlables augmente, nous ne pourrions jamais négocier une réduction des armements qui soit contrôlable. J'aimerais bien que certains députés se penchent sur ce point très important qu'ils semblent avoir perdu de vue.

Je me souviens que lorsque le comité permanent a été saisi de la question de la sécurité et du désarmement, plusieurs d'entre nous ont formulé une déclaration minoritaire. Harriet Critchley, qui figure parmi nos plus éminents analystes en matière de stratégie, a comparu devant notre comité et formulé en autant de mots ce que je viens de dire. Elle a déclaré en effet que le missile de croisière, dont les journaux venaient d'annoncer la mise à l'essai au Canada, est une arme littéralement indétectable et invérifiable. Ce ne sont pas là les propos d'un pacifiste, mais bien de l'un de nos plus éminents analystes en matière de stratégie. Cette déclaration est consignée dans le procès-verbal des délibérations du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale de mars 1982.